

Agglo**Tramway : en route pour la 2^e ligne**

→ Cette fois, c'est lancé ! La deuxième ligne de tramway est-ouest devrait être opérationnelle en 2011. Les élus du conseil d'agglomération réunis le 15 septembre ont choisi la société qui sera chargée de construire le tramway et de poser les voies. Ce sera la société Alstom. Le nouveau tram qui reliera La Chapelle à St-Jean-de-Braye sur une longueur de 11,8 km. Le matériel nouveau ressemblera comme un petit frère au matériel déjà en service. C'est SNC Lavalin qui a été désigné pour assurer la maîtrise la maîtrise d'œuvre des aménagements urbains. Coût total du nouveau tram : 298 millions d'euros. Pour baptiser le nouveau tramway, les élus, à l'exception de deux représentants du PC ont fait preuve d'une belle unanimité. Christophe Chaillou, maire PS de Checy n'imaginait pas « voter contre ces délibérations. J'aurais souhaité un tram plus long. Mais l'essentiel est là... On a perdu du temps et de l'argent et les

transports en commun, ça doit être une priorité ». Pour Pierre Bauchet, maire UDF de Fleury, « nous sommes dans la continuité de la première ligne et c'est bien ». Charles-Eric Lemaignan, président de l'agglo jouait donc sur du velours. Pour expliquer le retard du lancement de la deuxième ligne, il assénait : « je voudrais torde le cou à l'idée que l'on pouvait financièrement la réaliser en 2005 ». L'enquête d'utilité publique devrait débiter dès le 1er trimestre de l'année prochaine. Seul Jean-Pierre Sueur, ancien maire d'Orléans, affiche une réelle amertume. Dans un communiqué, le sénateur dénonce « le cynisme, le retard et l'inaction de l'équipe Lemaignan-Grouard ». Pour souligner qu'en refusant de s'aligner sur les projets de l'ancienne équipe de gauche « on a perdu de l'argent en d'inutiles études ». Puisqu'au final, le projet adopté ressemble fort à celui porté la gauche dès le début des années 2000.

**Contrat de plan Etat-région
Michel Sapin reste ferme**

→ Une session extraordinaire du conseil régional pour réaffirmer l'opposition de la Région à la première enveloppe budgétaire définie par l'Etat pour le prochain Contrat de plan Etat-région. C'était le 14 septembre et Michel Sapin a gagné. L'UDF, le PS, le PC et les Verts ont soutenu le président du conseil régional. L'UMP et le FN n'ont pas participé au vote. La position affichée de Michel Sapin est simple : « nous devons rester ferme, poursuivre notre mobilisation pour que le gouvernement propose une nouvelle copie à partir de laquelle nous pourrions négocier ». Aujourd'hui, la situation est extrêmement tendue. Lors du dernier contrat de plan, l'Etat avait accepté une participation de 519 millions d'euros. Les propositions du gouvernement pour le prochain contrat ne dépassent pas les 266 millions d'euros. En baisse de plus de moitié. Insatisfaisant pour tous les élus de tous bords, ce qui explique la non participation au vote de l'UMP. Reste la vraie question à partir de combien. Michel Sapin est-il prêt à entamer des négociations avec un état impécunieux. L'UDF réclame 450 millions d'euros. Michel Sapin plus prudent et réaliste a laissé entendre qu'à 350 millions « on pourrait peut-être commencer à discuter ».

**Michel Sapin fait monter la pression.**